

27 juin 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la réforme de la gouvernance mondiale, la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, la réduction des déficits budgétaires et sur la régulation des marchés financiers, à Muskoka le 27 juin 2010.

LE PRÉSIDENT -- Bonjour à tous ceux qui sont ici et également à tous ceux qui sont à Toronto. C'est la première fois que le G8 se réunissait dans sa version recentrée, maintenant que le G20 a pris la relève sur les questions économiques et financières. Nous avons ainsi pu échanger très librement sur tous les sujets sur lesquels le G8 entend désormais se consacrer en priorité.

La réforme de la gouvernance mondiale, qui était un sujet que l'on n'évoquait pas, un sujet extrêmement sensible, a fait l'objet d'une très longue et très approfondie discussion hier soir. Vous connaissez ma conviction, la réforme de la gouvernance mondiale n'est pas une option, c'est une nécessité, c'est une urgence. Cette réforme, nous l'avons engagée dans le domaine économique avec la création du G20, que la France a proposé. Elle a permis la réforme des institutions financières internationales : la Banque mondiale, nous venons d'achever le processus qui a permis de transférer une part significative des droits de vote aux pays émergents et en développement et la réforme du FMI qui doit aboutir au G20 de Séoul en novembre prochain. Il faut aller plus loin et nous ne pouvons plus attendre pour lancer la réforme du système des Nations Unies. Cela concerne au premier chef le Conseil de Sécurité dont la réforme est absolument bloquée depuis vingt ans. Cela concerne également les agences ou institutions spécialisées de la galaxie onusienne.

Sur le Conseil de sécurité, la France et le Royaume-Uni ont proposé une réforme intérimaire. C'est le meilleur moyen - probablement d'ailleurs le seul -- de sortir du blocage actuel. La Chancelière MERKEL soutient cette procédure de réforme intérimaire. Nous en avons fait une priorité des présidences françaises du G8 et du G20 en 2011 et Stephen HARPER, d'ici à la fin de sa présidence, va essayer de rapprocher les points de vue sur la question de la réforme intérimaire du Conseil de Sécurité. Vraiment, les choses ont bien progressé, en tout cas au sein du G8.

Par ailleurs, lors de la discussion avec nos partenaires africains et avec les représentants de l'Amérique Latine, j'ai proposé que les ministres de l'Intérieur se réunissent pour concrétiser une alliance pour lutter contre les trafics de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme. La cocaïne est produite en Amérique Latine, principalement Colombie, Bolivie et Pérou. Cette drogue transite soit par la plateforme Caraïbes, soit hélas maintenant par l'Afrique de l'Ouest. Nous allons procéder à un Sommet des Ministres de l'Intérieur concernés pour lutter contre les mafias du crime.

Nous avons également longuement abordé avec nos partenaires africains la question du développement. Un rapport détaillé sur le respect des engagements pris depuis le sommet de Gleneagles en 2005 a été déposé, c'est un effort de transparence que je salue. J'ai demandé - et

le Premier ministre Meles ZENAWI en sera le rédacteur - qu'il y ait pour le G20 français un deuxième rapport, mais cette fois-ci non pas de la part des pays donateurs mais de la part des pays récepteurs de cette aide pour qu'il en soit rendu compte notamment à nos opinions publiques.

Je voudrais en profiter pour rappeler que la France a augmenté son aide publique au développement depuis 2007. En trois ans nous sommes passés de 0,38% du PIB à 0,5% du PIB en 2010. 12 milliards de dollars d'aide, nous sommes aujourd'hui le deuxième contributeur du G8 en volume comme en pourcentage du PIB. Plus de la moitié de cette aide, très exactement 52% va à l'Afrique, qui est pour nous une priorité.

Nous mettons en oeuvre l'engagement pris l'année dernière à L'Aquila de consacrer un milliard et demi d'euros sur trois ans à la sécurité alimentaire. On a déjà dépensé 500 millions d'euros. Mais notre effort en matière de développement va bien au-delà de ces chiffres, c'est l'initiative que j'avais annoncée au Cap en février 2008 de consacrer 2 milliards et demi d'euros en cinq ans au développement du secteur privé en Afrique.

Et c'est dans cet esprit que la France a apporté son soutien total à l'initiative de Muskoka sur la santé maternelle et infantile. La France mettra 100 millions d'euros par an sur cinq ans, ce qui représente 15% de l'effort total du G8. Cette initiative est absolument indispensable pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile. Chaque année, il y a 9 millions d'enfants dans le monde qui meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Pour 4 cas de transmission du sida de la mère à l'enfant en France en 2009 - il y a en tout et pour tout 4 cas de transmission du sida par la mère à l'enfant - la même année, les 4 cas en France, c'est 400 000 cas en Afrique, alors même que nous savons comment éviter une telle transmission. Cela m'amène d'ailleurs à réaffirmer l'engagement de la France pour la réalisation des objectifs du millénaire et je participerai bien sûr fin septembre à New York au sommet de l'ONU sur ce sujet.

Enfin, nous avons eu des échanges sur plusieurs grands dossiers. Sur l'Iran, j'ai rappelé combien nous étions attachés à la résolution des Nations Unies qui a été votée pour le renforcement des sanctions, mais en même temps, combien la France est attachée à la poursuite du dialogue. Les sanctions ne sont pas là pour punir une population qui n'y est pour rien, mais pour obliger les dirigeants iraniens à conduire un dialogue sérieux. La France est prête à s'engager sans délai dans des négociations avec l'Iran à Vienne à l'AIEA sur la base des efforts brésiliens et turcs et des commentaires formulés par la France, par la Russie et, bien sûr, par les Etats-Unis.

Nous avons été unanimes à condamner la Corée du Nord pour son comportement irresponsable qui a conduit à la mort de marins de la Corée du Sud.

Nous avons également évoqué la situation au Proche-Orient, nous avons parlé avec le Président OBAMA des initiatives qu'il faudra prendre à l'automne.

Et, enfin, la France a indiqué que le prochain sommet du G8, puisqu'elle aura l'honneur de le recevoir, se tiendra à Nice, à une date vraisemblablement autour du printemps, que nous sommes en train de rechercher en consensus avec nos partenaires.

Mesdames et Messieurs, je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

QUESTION -- Monsieur le Président, Barack OBAMA et Angela MERKEL ont occupé le terrain de ce G8 en s'opposant sur la question de savoir quelle devait être la priorité économique. Est-ce la réduction des déficits qui doit être la priorité comme Mme MERKEL l'a répété à plusieurs reprises, ou est-ce le retour et la consolidation de la croissance comme Barack OBAMA le préconise ? Et Barack OBAMA a montré à quel point il était inquiet de la politique de réduction des déficits menés en Europe et notamment de la politique allemande. Est-ce que vous partagez l'inquiétude du président américain sur le fait que la politique menée en Europe et notamment par les Allemands puisse casser en empêcher tout retour à la croissance ?

LE PRÉSIDENT -- Je n'ai pas vécu le G8 auquel j'ai participé depuis hier, à toutes les réunions, comme vous le décrivez. J'ai même entendu le Président OBAMA dire combien il était nécessaire de conduire une politique de soutenabilité y compris pour les Etats-Unis d'Amérique. Il a indiqué très clairement le risque que représentaient les déficits et l'endettement. D'ailleurs, je trouve que de ce point de vue, le rapport qui a été rendu public hier ou avant-hier par le FMI est en tous points excellents. Que dit-il ? Il dit voilà en 2009 on a tous décidé des plans de relance pour

points cruciaux. Quel est le rôle, vous, en 2009, en a tous décidé des plans de relance pour faire face à la crise. C'était le sommet de Washington. En 2010, au sommet de Londres, on a tous décidé de poursuivre ces plans de relance, même de façon plus modérée, parce que la croissance n'était pas encore revenue. Ici, nous disons, il faut de façon coordonnée, préparer les scénarios de sortie de crise.

Il n'y a pas un seul interlocuteur autour de la table du G8 qui n'ait contesté la nécessité de réduire l'endettement et les déficits. Et, en même temps, de le faire d'une façon pragmatique, tenant compte de la situation propre à chaque pays. Je n'ai pas entendu, par exemple, Barack OBAMA se plaindre du plan de redressement des finances de la Grèce ou de l'Espagne. Et de la même façon, Mme MERKEL a indiqué combien il était important que l'Europe ait davantage de croissance.

Donc voilà, on a décidé de faire une politique coordonnée de sortie de crise, tout le monde est bien d'accord pour que les pays les plus endettés et les plus en déficit réduisent le déficit. David CAMERON nous a expliqué son plan, ils ont 11% de déficit et il ne viendrait à l'idée de personne de reprocher au Royaume-Uni, en fonction de ce déficit, de prendre des mesures de correction. Je sais bien que tous les pré-papiers sur le G8 paraient sur un affrontement. Je vous le dis sans aucune langue de bois, cet affrontement n'a pas eu lieu. Alors je verrai pour le G20 qui n'est pas commencé.

QUESTION -- Monsieur le Président, le procureur COURROYE affirme avoir transmis au fisc des éléments début 2009 susceptibles d'être constitutifs d'une fraude fiscale par Mme BETTENCOURT. Alors, est-ce qu'il y a eu à votre connaissance une enquête du fisc sur Mme BETTENCOURT ? Est-ce que M. WOERTH était au courant ? Et est-ce qu'il était en conflit d'intérêts sachant que sa femme était gérante de la fortune de Mme BETTENCOURT ? Et, est-ce que vous maintenez votre confiance à M. WOERTH ? Et, deuxième question, vous aviez dit à Londres : « Les paradis fiscaux, c'est fini ». Est-ce que c'est vraiment fini ?

LE PRÉSIDENT -- Je vois à quel point les discussions du G8 vous ont passionné. S'agissant des paradis fiscaux, l'action qui a été conduite à Londres, c'est une action qui se poursuit. Des sanctions sont prévues pour les places financières qui ne respecteraient pas les engagements que nous avons indiqués. S'agissant de la France puisque nous avons été constamment à l'avant-garde sur cette question, toutes les banques françaises ont pris la responsabilité de fermer tous les bureaux qu'ils avaient dans les paradis fiscaux. Et j'entends bien, durant le G20, demander des comptes sur l'application des différentes règles et notamment sur les paradis fiscaux qui ont cru pouvoir s'en sortir en signant, vous le savez, les douze accords d'échange d'informations. Certains l'ont fait très sérieusement et sont sortis de la liste noire et de la liste grise. D'autres l'ont fait de façon un peu plus suspecte. Je demanderai un certain nombre de comptes et ceux qui n'ont pas conduit les opérations sérieusement se retrouveront sur la liste noire. On reste parfaitement en ligne avec ce que nous avons décidé et ce que j'avais obtenu après un fameux combat, vous vous en souvenez certainement, à Londres. Il n'y a pas la moindre faiblesse et pour que les choses soient claires, y compris pour les places financières francophones. Nul n'échappera au contrôle international sur le sujet.

S'agissant de la polémique sur la dépêche AFP, vous savez que cette dépêche a été tronquée et vous le savez d'autant mieux qu'elle a donné lieu à un rectificatif de la part de l'AFP et à une précision de la part du procureur COURROYE. Donc, pourquoi m'interrogez-vous sur une prétendue déclaration du procureur COURROYE qui a été démentie par le même procureur COURROYE et sur une dépêche AFP qui a été corrigée par l'AFP.

QUESTION -- Donc Il n'y a pas de conflit d'intérêts de M. WOERTH et avec Mme WOERTH et vous maintenez votre confiance à M. WOERTH ?

LE PRÉSIDENT -- J'allais répondre à la question mais il me semblait que vous qui aimez la précision, il me semblait important de dire les choses, donc je me base sur la dernière dépêche AFP et les dernières déclarations du procureur COURROYE. Est-ce que je maintiens ma confiance à Eric WOERTH ? Oui, totalement et complètement. Voilà. Et si vous me reposez la question demain matin, je vous ferai la même réponse...Et je trouve qu'il conduit la réforme de nos retraites avec beaucoup de professionnalisme et beaucoup de calme et c'est précieux.

QUESTION -- Quelle a été la teneur des discussions au sein du G8 concernant la question de la taxe bancaire et notamment vis-à-vis des positions européennes ?

LE PRÉSIDENT -- Pardon mais on a réservé ce débat pour le G20 et vous allez le comprendre très simplement, parce que nous ne voulions pas donner l'impression aux membres du G20 que le G8 anticipait une discussion qui les concernent. Donc vous voyez que si on avait mis sur la table la question de la taxe bancaire dans le G8, les douze autres membres -- en fait un peu plus puisqu'il y a 25 invités -- les douze autres membres du G20 auraient été en droit de nous dire : « enfin, qu'est-ce que cela veut dire, vous vous réunissez avant qu'on puisse en discuter ? ».

Pour le reste, M. CAMERON, Mme MERKEL et moi-même, nous sommes décidés à obtenir un cadre qui permet la taxation des activités bancaires et quelle que soit la décision de nos partenaires, nous la mettrons en oeuvre. Il est parfaitement normal que des institutions, des organismes qui ont conduit aux risques que nous connaissons aujourd'hui puissent être sollicités financièrement pour assurer le financement de caisses d'assurances.

QUESTION -- Vous avez parlé justement d'une volonté de poser un cadre, mais est-ce que cela veut qu'au cours de ce sommet, il y a une chance pour que la taxe sur les banques soit adoptée ? Et, d'autre part, comme ce sommet du G20 existe en fait uniquement parce que les Canadiens l'ont voulu, est-il vraiment utile de tenir ce sommet sachant qu'il y a celui de Séoul, plus important, qui doit arriver ?

LE PRÉSIDENT -- La taxe sur les banques, vous comprenez bien qu'il n'est pas question d'imposer à un pays qui ne voudrait pas taxer ses banques une taxation. On n'est pas dans un gouvernement mondial qui pourrait imposer à un pays une taxation. Mais, nous voulons un cadre, c'est un objectif que nous avons et nous allons nous battre pour l'obtenir.

Alors, ce G20, les Canadiens l'ont voulu, je veux d'ailleurs leur rendre hommage, ils l'ont très bien organisé -- enfin, en tout cas le G8, je suis sûr que le G20 sera organisé de la même façon - et il est sûr que c'est un G20, comment dire, d'étape entre le G20 de Londres et le G20 de Corée. Pourquoi ? Parce qu'il y a tout un travail d'évaluation de ce qui a été décidé à Londres et de mise en place qui ne sera mis en place qu'à la fin de l'année pour le G20 de Corée. Mais cela ne veut pas dire que c'était inutile de se rencontrer.

QUESTION -- Sur la Corée du Nord, est-ce qu'il y a eu une discussion par rapport à la sévérité et le langage qui est dans le communiqué et est-ce que la France aurait voulu que cela soit plus sévère ? Deuxièmement est-ce que vous avez discuté de la nouvelle législation financière aux Etats-Unis votée par le Congrès et est-ce que cela va aussi loin que l'aurait souhaité la France ?

LE PRÉSIDENT -- Sur la Corée du Nord, il n'y a pas eu de désaccord, bien au contraire. La volonté de tous les membres du G8 de convaincre nos amis chinois d'être aussi sévères que nous le sommes à l'endroit de la Corée du Nord et aussi solidaires que nous le sommes à l'endroit de la Corée du Sud. Je veux d'ailleurs rendre hommage au Président Lee qui a eu une réaction d'homme d'Etat alors qu'une quarantaine de marins coréens du Sud étaient décédés dans cette tragédie. Donc il y a vraiment un consensus de tout le monde pour condamner l'action irresponsable de la Corée du Nord.

S'agissant de la législation financière aux Etats-Unis, vous savez combien j'ai apprécié depuis le début la volonté du Président OBAMA de réglementer un certain nombre d'activités financières et bancaires aux Etats-Unis, mais ce sera plutôt l'objet de la discussion que nous allons avoir dès ce soir au G20, c'est moins un sujet de G8.

Je vous rappelle que le G8 parle de tous les problèmes et le G20, c'est une instance que nous avons mis en place pour parler des questions économiques au sens large, auxquels se rajoutent la croissance durable, l'environnement, la monnaie et bien sûr l'énergie.

QUESTION -- Concernant l'Iran, est-ce que vous avez parlé avec vos partenaires de la possibilité d'aller plus loin que les sanctions qui ont été prises dernièrement par le Conseil de sécurité des Nations unies pour vraiment faire plier le régime iranien qui n'a pas l'air de vouloir plier ou alors faudra-t-il se faire à l'idée d'avoir une puissance nucléaire iranienne ?

LE PRÉSIDENT -- Oui, on en a parlé en détails, premièrement, pour demander à tous les membres du G8 de veiller à ce que leurs entreprises ne travaillent plus en Iran et nous savons

que le problème se pose encore. Les sanctions ont été votées par le Conseil de sécurité, elles doivent être appliquées. La France, par ailleurs, souhaite que ces sanctions soient plus sévères en matière de transactions bancaires et que nous réfléchissions à l'éventualité de réduire nos achats de brut iranien. L'Europe se dotera de sanctions plus sévères à l'endroit de l'Iran. Le Président OBAMA a dit combien il allait suivre de près la mise en place concrète et opérationnelle de ces sanctions et, dans le même temps, la France est à la tête de la demande de sanctions renforcées sur le régime iranien et nous maintenons qu'il faut continuer à dialoguer pour éviter la tragédie que serait une opposition ou l'obtention par l'Iran de l'arme nucléaire.

QUESTION -- Monsieur le Président, sans préjuger de la conclusion du G20 qui ne commence que tout à l'heure, vous avez semblé dans vos propos, expliquer que l'aspect consolidation budgétaire ou réduction des déficits avait pris légèrement le pas sur l'autre dimension du débat, c'est-à-dire préserver la relance. Tout cela est très subtil et je comprends le souci de ne pas laisser apparaître qu'il y a des gagnants et des perdants dans le débat, c'est ma première question et la deuxième : est-ce que vous pourriez nous aider à clarifier totalement la répartition des rôles entre le G8 et le G20 aujourd'hui, mais aussi l'an prochain en France et quels sont vos vœux dans ce domaine ?

LE PRÉSIDENT -- Vous savez, la question n'est pas tant qu'il y ait des gagnants ou des perdants, ce serait un peu vain. La question, c'est que l'on mène une bonne politique économique. Il est vrai qu'à Washington, le thème n'était que le plan de relance. Il est vrai qu'à Londres, le thème, j'étais moi-même, voyez-vous, attaqué sur le plan de soutien à la croissance française était insuffisant. Aujourd'hui, il n'y a plus personne, on appelait, rappelez-vous, même à diminuer de deux points la TVA en France, à l'aune de ce qu'avait fait le gouvernement britannique de M. Gordon BROWN. Alors, je vous donne totalement raison, mais ce n'est pas ce dont on a discuté. La question aujourd'hui n'est plus sur la réduction des déficits et la réduction de l'endettement que personne ne conteste. Personne n'en conteste la nécessité. La question est plutôt : dans quelle mesure, dans quelle profondeur et de quelle importance ?

Et si vous regardez le texte qu'a sorti le FMI, c'est exactement la politique économique qui est suivie en France. Que dit le FMI ? Il faut se préoccuper de la soutenabilité de nos budgets et de notre endettement. Il faut faire des réductions de déficits non pas par des créations d'impôts mais par des réductions de dépenses. Et il faut poursuivre le mouvement de réformes, dit le FMI, et spécialement la réforme des retraites puisque la réforme des retraites réduit les déficits et l'endettement potentiel sans peser sur la croissance. Donc on est exactement en ligne avec les recommandations du FMI et je crois que c'est vraiment un consensus entre nous.

Alors, le G8, c'est un peu une famille, la famille de huit grandes démocraties qui parlent de tous les sujets, politiques, économiques, diplomatiques, ensemble, de façon informelle. chefs d'Etat, chefs de gouvernement seuls. Le G20, c'est un organisme qui représente beaucoup plus le monde dans sa diversité aujourd'hui et dont les compétences sont essentiellement économiques, financières, monétaires, énergétiques, y compris les questions de croissance durable. Et le Conseil de sécurité des Nations unies a vocation à parler davantage de paix, de frontières, de politique et de stabilité dans le monde.

QUESTION -- Monsieur le Président, j'ai bien compris qu'on était dans un G20 d'étape cette fois, mais, vous qui êtes à l'origine de ce format du G20 qui a pour vocation de refonder l'économie mondiale, est-ce que vous ne regrettez pas quand même que l'élan d'origine se soit un peu essoufflé dans la mesure où on n'est plus au bord du précipice ?

LE PRÉSIDENT -- Franchement, je ne peux pas le regretter pour dire la vérité. Je vais vous parler très franchement, le G20 n'aurait jamais vu le jour s'il n'y avait pas eu la crise et si le monde n'avait pas été au bord du précipice. On a pu avancer très fortement, très vite parce qu'il y avait le risque d'une crise systémique. Je ne dis pas que ce risque est totalement derrière nous, mais les temps étant relativement plus apaisés, il est normal que l'on rentre dans des G20 à connotation moins dramatique. Pour autant, la France est déterminée à aller jusqu'au bout du processus de réforme de la gouvernance mondiale et de la mise en place d'une régulation nécessaire. On ne peut pas continuer à avoir des marchés mondiaux et des réglementations uniquement nationales. Tout l'objectif, c'est d'avoir une réglementation internationale qui

uniquement nationales. Tout l'objectif, c'est d'avoir une réglementation internationale qui corresponde à des marchés internationaux. Voilà, c'est cela qu'on est en train de mettre en place et la délégation française distribuera d'ailleurs un document très bien fait qui vous fera le point sur toutes les avancées en matière de régulation.

Merci, s'il y avait une dernière question...

QUESTION -- Monsieur le Président, eu égard aux résultats du G8 que vous venez de décrire, à ce que vous attendez du G20, est-ce qu'il était à votre avis utile, nécessaire de dépenser près de 800 000 millions d'euros pour l'organisation d'un tel sommet et est-ce que les Français doivent s'attendre à une facture de la même ampleur lorsque le G20 sera organisé sous la Présidence française ?

LE PRÉSIDENT -- Voilà une question bien positive, destinée à me rapprocher de mes amis canadiens, je vous remercie pour votre contribution en la matière. Je ne vais pas faire de politique intérieure, je ne sais pas comment ils l'ont organisé, ce que cela a coûté. En tout cas, je peux vous dire que nous sommes dans un hôtel au confort extrêmement suffisant, extrêmement raisonnable et qu'au point où j'en suis, je n'ai rien vu de somptuaire ou de somptueux. Voilà, s'agissant du G8-G20 français, même si je ne peux pas confirmer les chiffres que vous indiquez sur le coût du G20 au Canada, ils seront dix fois inférieurs, exactement.

Je vous remercie.